

# AVANT-PROPOS

Le déplacement interne est un phénomène de plus en plus prolongé et urbain. L'urbanisation rapide actuelle peut s'accélérer avec l'arrivée de personnes fuyant les conflits et les catastrophes, ce qui a de lourdes conséquences pour les autorités municipales et les communautés urbaines confrontées à ces arrivées massives. Dans les contextes fragiles où les systèmes et les capacités de planification sont faibles, cela conduit à une urbanisation rapide et non planifiée, ce qui aggrave les inégalités et génère un risque supplémentaire de déplacement et d'instabilité.

Le Rapport mondial sur le déplacement interne (GRID pour ses initiales en anglais) de cette année met en évidence les nombreux défis, mais aussi les opportunités, auxquels les villes sont aujourd'hui confrontées en matière de déplacement interne. Il témoigne également de l'évolution du paysage humanitaire où les déplacements internes présentent des risques pour les crises actuelles et futures. Dans les villes, compte tenu de la pression supplémentaire exercée sur les capacités et les ressources locales déjà limitées, les solutions durables exigent que les parties prenantes locales, nationales et internationales intègrent le déplacement interne dans les stratégies et le financement du développement urbain.

La demande croissante de logements adéquats, d'emplois dignes, de services de santé et d'éducation de qualité, de couverture sociale et de participation à la vie publique offre des opportunités pour nos villes et communautés d'accueil. Les investissements dans des infrastructures résilientes, notamment des réseaux routiers et des transports en commun accessibles, mais aussi des services tels que la gestion de l'eau, de l'électricité et des déchets, dans le cadre de stratégies de croissance urbaine, peuvent contribuer non seulement au bien-être individuel, mais également à la croissance économique urbaine, et accélérer ainsi la réalisation des objectifs de développement durable. De même, le fait de garantir l'existence d'infrastructures et de services adéquats pour les réfugiés qui rentrent dans le pays et les personnes déplacées à l'intérieur du pays peut contribuer à la cohésion et à la stabilité sociales, ainsi qu'à la résilience globale des villes.

Les villes d'aujourd'hui sont confrontées à des risques sans cesse croissants liés aux catastrophes, à la violence et aux conflits. Elles peuvent cependant offrir un refuge à ceux qui ont perdu leur maison et leurs moyens de subsistance, et faciliter l'accès à des solutions durables.

L'analyse effectuée par l'Observatoire des situations de déplacement interne montre qu'il nous reste encore un long chemin à parcourir. En raison d'importantes lacunes dans les données, nous ne savons toujours pas combien de personnes sont déplacées dans les villes et quels sont les facteurs d'attraction et de répulsion. Par ailleurs, une compréhension limitée de la relation entre le changement urbain et le risque de déplacement pourrait aussi être à l'origine de millions d'expulsions forcées non comptabilisées chaque année. Malgré les cadres normatifs internationaux et nationaux visant la gestion et la réduction des déplacements urbains, les progrès restent lents.

Le Nouveau Programme pour les villes, l'Objectif de développement durable n° 11 sur les villes résilientes, le Cadre de Sendai et l'Accord de Paris sur le changement climatique constituent une feuille de route commune pour nos efforts collectifs. Nous devons nous efforcer de respecter collectivement nos engagements inscrits dans ces programmes mondiaux, afin de ne pas abandonner les millions de personnes déplacées dans le monde et pour œuvrer en faveur de villes capables de s'épanouir en offrant à tous un avenir urbain juste et équitable. Le présent Rapport mondial sur le déplacement interne représente une étape importante dans la réalisation de cette vision.

**Maimunah Mohd Sharif**

Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et  
Directrice Exécutive, ONU-Habitat.